

nouveau-europresse-com.ezproxy.u-paris.fr

Europresse

7-9 minutes

Tribune. A l'automne 2020 s'est installé, dans un hôtel particulier du 7^e arrondissement de Paris, le centre de recherche Lagrange en mathématiques et calcul. Ce centre, entièrement financé par la société Huawei, « va regrouper une trentaine de scientifiques, dont une dizaine d'internationaux. Ils auront la chance d'évoluer dans un écosystème unique, celui de l'Île-de-France qui compte à la fois la plus grande concentration de mathématiciens au monde et les meilleures universités en la matière ». Les domaines dans lesquels les recherches de ce centre seront effectuées sont les mathématiques et l'informatique.

Huawei, société chinoise créée en 1987, est aujourd'hui un mastodonte industriel, avec 197 000 employés, un chiffre d'affaires de 136 milliards de dollars et un bénéfice net de 9,88 milliards en 2020. La structure opaque de son capital suggère qu'elle est contrôlée par le gouvernement de la République populaire de Chine. C'était, au début de 2020, le premier producteur mondial de smartphones et d'équipements pour les réseaux de télécommunication. Sa technologie repose sur un effort très important de recherche et développement effectué dans 21 centres situés dans plusieurs pays.

La forte implantation de cette société en France est tout sauf inspirée par un objectif altruiste de développement des connaissances. Il s'agit, pour elle, de relations publiques, de contrats, mais aussi de bénéficier de nos compétences scientifiques. Or Huawei est un acteur majeur des outils de surveillance mis en place par le gouvernement chinois partout en Chine, et tout particulièrement dans la région autonome du Xinjiang, majoritairement peuplée par des ethnies non-han, en particulier les Ouïgours ou les Kazakhs, de religion musulmane.

Implication directe

Après des troubles (1997-2013) dus à la politique de sinisation, une campagne systématique de répression a été lancée par le gouvernement chinois en 2014. On estime que 1 à 2 millions d'habitants des « minorités » turques de la région ont été internés depuis 2017 dans des camps de détention de masse appelés « camps de rééducation politique », dont l'existence est maintenant bien

documentée.

Dans ceux-ci, les détenus sont soumis à une propagande visant à briser tout lien avec leur culture et leur religion, incluant l'interdiction de leurs langues, la destruction de mosquées ou de cimetières ainsi qu'un endoctrinement forcé. De nombreux cas de torture ou de traitements inhumains ont été rapportés : détenus roués de coups, enchaînés, suspendus au plafond, privés d'eau, de nourriture ou de sommeil. Des détenus ou ex-détenus sont soumis au travail forcé dans l'industrie du coton.

Ces mesures de répression sont encadrées par un effort massif de surveillance : collecte étendue à toute la population des données biométriques (ADN, empreintes digitales, scan de l'iris, type sanguin), collecte des données numériques (téléphones), outils de reconnaissance faciale. Huawei est directement impliquée dans ce dispositif par un contrat avec la région autonome du Xinjiang.

Dans le contexte d'un effort très insuffisant de recherche et développement en France, et de sombres perspectives pour nos jeunes chercheurs, il est tentant de saluer la création du centre Lagrange. Nous nous réjouissons de l'essor des mathématiques chinoises au plus haut niveau, et nous sommes évidemment favorables à la coopération scientifique avec nos collègues chinois.

Mais au vu du rôle joué par Huawei dans la répression au Xinjiang et potentiellement partout en Chine, nous appelons les mathématiciens et informaticiens déjà engagés à se retirer de ce projet. Nous demandons à tous les chercheurs et chercheuses de ne pas participer aux activités de ce centre, comme nous-mêmes nous y engageons.

Nicolas Bergeron, professeur, Ecole normale supérieure (ENS) de Paris ; Michel Broué, professeur émérite, Université de Paris ; Pierre Cartier, directeur de recherche émérite, CNRS ; Antoine Chambert-Loir, professeur, Université de Paris ; Laurent Clozel, professeur émérite, université Paris-Saclay ; Isabelle Gallagher, professeure, Université de Paris, ENS de Paris ; Frédéric Hélein, professeur, Université de Paris ; Jean-Louis Krivine, professeur émérite, université de Paris; Joël Merker, professeur, université Paris-Saclay ; Bertrand Rémy, professeur, Ecole polytechnique ; Pierre Schapira, professeur émérite, Sorbonne Université.

DROIT DE RÉPONSE

À la suite de la tribune ci-dessus, nous avons reçu du président de Huawei Technologies France, M. Weiliang Shi, et de la déléguée générale de Huawei Technologies Co. Ltd., Mme Shuo Han, le droit de réponse suivant :

« Votre tribune publiée le 20 mai dernier appelant au boycott du centre de recherche de Huawei, qui laisse entendre que Huawei serait implantée en France pour « bénéficier de nos compétences scientifiques » et ne serait pas « inspirée par un objectif altruiste de développement des connaissances » appelle de notre part les précisions suivantes :

Le centre Lagrange est un établissement dépendant de Huawei Technologies France dont le siège social se situe à Boulogne-Billancourt. Le projet que nous portons autour du centre Lagrange est unique et nous sommes fiers que Huawei ait choisi la France. Dans une logique d'échange de connaissances, les travaux du centre Lagrange seront partagés avec l'ensemble du monde académique. La recherche menée au sein du centre Lagrange sera publique, sans appropriation de propriété intellectuelle, et bénéficiera ainsi à l'ensemble de la communauté scientifique internationale. A terme, le centre a l'ambition de devenir une fondation indépendante, dirigée par un conseil scientifique, dont la mission sera d'attirer et de maintenir en France les meilleurs talents internationaux.

L'effort de recherche déployé dans le monde entier par Huawei vise avant tout à servir le progrès scientifique et se traduit, comme pour toute grande entreprise internationale, par des programmes de recherche dans les 170 pays où le groupe est présent.

En outre, il résulte de cette tribune que Huawei Technologies Co. Ltd. serait « une structure opaque », « contrôlée par le gouvernement de la République populaire de Chine ». Or, le mode d'organisation d' Huawei Technologies Co. Ltd. est transparent. C'est une société privée. Son capital est en effet détenu entièrement par 121 269 des salariés de Huawei et le président fondateur du groupe, M. Ren Zhengfei. Un rapport annuel du groupe est publié depuis plus de dix ans. Ce système garantit l'indépendance de Huawei qui n'est ni détenu, ni contrôlé, ni affilié à aucun gouvernement ou aucune société tierce.

Enfin, s'agissant du « rôle » prêté par la tribune à Huawei Technologies Co. Ltd. « dans la répression au Xinjiang », comme l'a clairement rappelé l'entreprise dans son communiqué officiel du 26 février 2021, Huawei s'oppose à toutes formes de discrimination, y compris à l'utilisation de la technologie pour pratiquer la discrimination ethnique. Huawei fournit des solutions technologiques destinées à un usage général, basées sur des standards industriels reconnus. Huawei ne développe ni ne vend de systèmes qui identifient les gens selon leur groupe ethnique et ne tolère pas l'utilisation de ses technologies pour discriminer ou opprimer les membres d'une communauté. En tant que membre du pacte mondial des Nations unies et de l'Alliance des entreprises responsables, Huawei a toujours plaidé pour une application juste et non

discriminatoire de la technologie. »

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)